

## Covid-19 et crise en Ukraine : quels impacts sur la marche de l'Afrique vers l'émergence économique et sociale durable ?

Par Moubarack Lô et Amaye SY

PP - 10/22

Avant la pandémie Covid-19, le continent abritait les économies à la croissance la plus rapide du monde et plusieurs pays africains montraient les premiers signes de transformation structurelle et de progrès vers l'émergence économique. Plus de deux ans après la pandémie et les ondes de choc qui en ont résulté, deux questions cruciales se posent : dans quelle mesure le choc sanitaire Covid-19, exacerbé par la crise ukrainienne, a-t-il constitué un tournant dans le processus général d'émergence des pays ? Qu'est-ce que cela implique pour les futures politiques de développement à mettre en œuvre en Afrique ? Le présent papier fournit une évaluation des impacts, sanitaires, économiques et sociaux, de la crise Covid-19, et analyse les premiers effets de la guerre en Ukraine. Il expose les défis posés par ces différents chocs, dresse les perspectives à court et moyen termes et esquisse des recommandations. L'examen des évolutions globales dans le continent permet de tirer plusieurs enseignements. En ce qui concerne les effets sanitaires directs de la pandémie, l'Afrique se compare favorablement aux autres régions du monde. Tout en indiquant une faible incidence de la pandémie dans la plupart des pays, les données officielles sous-estiment probablement le nombre de cas et de décès de Covid-19 sur le continent, car les capacités de test et de surveillance sont limitées, en particulier dans les pays où les ressources allouées à la santé étaient faibles avant la pandémie. La contraction de l'activité économique en 2020 a été sévère, constituant la première récession en 25 ans pour le continent africain. Les économies avec une part relativement élevée de l'économie des services, du tourisme et du commerce international ont été les plus impactées. En outre, les exportateurs de matières premières ont souffert de manière disproportionnée de la baisse temporaire des prix des matières premières, en particulier du pétrole. Géographiquement, les pays du sud et du nord du continent ont connu les pertes de production les plus importantes. Depuis 2021, une reprise est en cours, soutenue par l'amélioration de l'environnement économique, après le choc initial sur l'économie mondiale. Pourtant, la pandémie est susceptible d'avoir des implications à plus long terme pour le développement, car l'accumulation de capital humain et physique a été perturbée par le choc de la Covid-19, d'autant plus que l'espace budgétaire est épuisé dans de nombreux pays africains. Bien que les économies du continent se redressent lentement, cette reprise est entravée par de faibles taux de vaccination, une marge budgétaire étroite, un accès inégal aux financements extérieurs et une vulnérabilité croissante à la dette. La perturbation des flux commerciaux mondiaux et des marchés des matières premières par la situation en Ukraine ajoute des pressions supplémentaires. La hausse des prix internationaux des denrées alimentaires et de l'énergie, résultant de la guerre, pourrait accélérer l'inflation dans de nombreux pays en Afrique. La baisse de la demande pour les exportations africaines, les chocs de l'offre et la réduction de la consommation vont probablement ralentir la croissance économique dans de nombreux pays. L'Afrique est également vulnérable à un resserrement plus marqué que prévu des conditions monétaires mondiales. Dans ce contexte, toutes les projections tablent sur un ralentissement de la croissance en Afrique en 2022 et une stabilisation de celle-ci en 2023. En définitive, la remise du continent sur les rails de l'émergence supposera la mise en œuvre de politiques contracycliques efficaces, tout en accélérant la transformation structurelle et en préservant le bien-être social des populations. En conclusion du papier, des recommandations sont formulées à cet effet.

# *About Policy Center for the New South*

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

## **Policy Center for the New South**

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street, Hay Riad, Rabat, Morocco.

Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)

Phone : +212 5 37 54 04 04 / Fax : +212 5 37 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)

## **POLICY PAPER**

# **Covid-19 et crise en Ukraine : quels impacts sur la marche de l'Afrique vers l'émergence économique et sociale durable ?**

Par  
Moubarack Lô  
Amaye SY



THINK • STIMULATE • BRIDGE



## INTRODUCTION

La pandémie de Covid-19 a entraîné une crise économique exceptionnelle dans le monde et en Afrique, le continent enregistrant sa première récession en vingt-cinq ans. Bien que les économies africaines se redressent lentement, la reprise est entravée par une marge budgétaire étroite, un accès inégal aux financements extérieurs et une vulnérabilité croissante à la dette. Il s’y ajoute la perturbation des flux commerciaux mondiaux et des marchés des matières premières engendrée par le conflit en Ukraine.

Avant la pandémie Covid-19, le continent abritait les économies à la croissance la plus rapide du monde et plusieurs pays africains montraient les premiers signes de transformation structurelle et de progrès vers l’émergence économique. Plus de deux ans après la pandémie et les ondes de choc qui en ont résulté, deux questions cruciales se posent : dans quelle mesure le choc sanitaire Covid-19, exacerbé par la crise ukrainienne, a-t-il constitué un tournant dans le processus général d’émergence des pays ? Qu’est-ce que cela implique pour les futures politiques de développement à mettre en œuvre en Afrique ?

Au niveau social, la Covid-19 a généré une réduction des emplois et des revenus pour les ménages, ainsi qu’une augmentation de l’insécurité alimentaire, posant une certaine menace sur les avancées significatives enregistrées par le continent dans le domaine du développement humain et de la lutte contre la pauvreté.

Le présent papier fournit une évaluation des impacts, sanitaires, économiques et sociaux, de la crise Covid-19, et analyse les premiers effets de la guerre en Ukraine. Il expose les défis posés par ces différents chocs et formule des recommandations.

Il est structuré comme suit : dans une première section, nous passons en revue le bilan et les perspectives sanitaires de la pandémie Covid-19 en Afrique. Dans une seconde section, nous montrons que la crise sanitaire a profondément affecté tant les caractéristiques que les fondements de l’émergence en Afrique. La troisième section identifie les impacts potentiels de la guerre ukrainienne, tandis que la quatrième esquisse les perspectives économiques qui se présentent pour le continent, à court et moyen termes. Des enseignements et recommandations sont formulés en conclusion du papier.

## I. BILAN SANITAIRE ET PERSPECTIVES D’ÉVOLUTION DE LA COVID-19 EN AFRIQUE

### 1. Le nombre de cas officiels est demeuré relativement faible sur le continent

Le premier cas de Covid-19 en Afrique est apparu en février 2020, en Égypte. L’Organisation mondiale de la santé a déclaré la pandémie mondiale en mars 2020. Au 20 juin 2022, l’Afrique comptait plus de 11,9 millions de cas confirmés et environ 254 000 décès attribués à la Covid-19 (voir tableau 1 et figures 1 et 2 ci-dessous), ce qui représentait environ 2,2 % des cas confirmés dans le monde et 4<sup>e</sup> de tous les décès. Ces chiffres semblent faibles, étant donné que l’Afrique compte près de 17% de la population mondiale.

Cette situation refléterait une forte sous-estimation des infections et des décès dus au coronavirus dans les décomptes officiels, en raison de l’insuffisance des tests sur le continent. Selon une analyse de l’Organisation mondiale de la santé (HC Lewis et al., 2022), “65% des Africains auraient été

infectés par le coronavirus au troisième trimestre de 2021", bien plus que les taux d'infection dans d'autres parties du monde. L'étude révèle que "les chiffres réels des infections sur le continent seraient 97 fois plus importants que les cas confirmés déclarés". Ce chiffre est à comparer à la moyenne mondiale où "le nombre réel d'infections serait 16 fois plus élevé que le nombre de cas confirmés déclarés" (HC Lewis et al., 2022).

D'autres études suggèrent que les faibles taux de mortalité liés à la Covid-19 en Afrique pourraient être dus à des systèmes de surveillance et d'enregistrement limités ou inexistant dans de nombreux pays. Le magazine *The Economist* (2022) a utilisé une méthode d'apprentissage automatique pour estimer "le nombre de décès supplémentaires entre 12 et 22 millions, soit entre 2 et 4 fois le bilan officiel de la pandémie à ce jour". Cependant, selon Zhang F Karamagi et al. (2021), "des centaines de milliers ou des millions de décès de Covid-19 ne seraient pas passés inaperçus même s'ils n'avaient pas été officiellement signalés".

**Tableau 1 :**

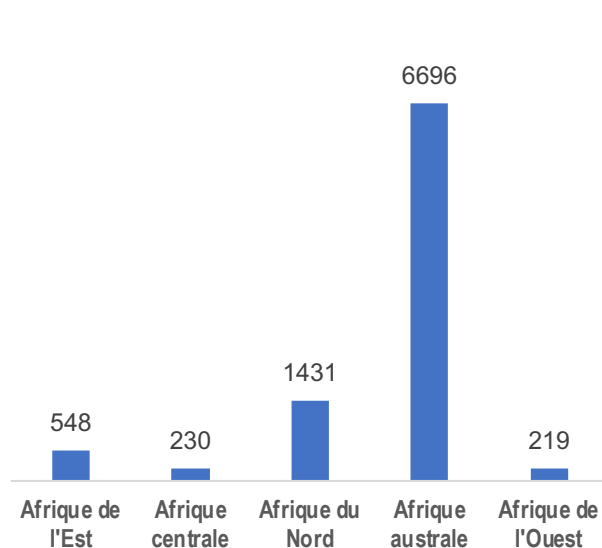
### Cumul des infections et des décès Covid-19 par région au 20 juin 2022

RÉGION	CUMUL DES CAS	CUMUL DES CAS PAR 100 000 HABITANTS	CUMUL DES DÉCÈS	CUMUL DES DÉCÈS PAR 100 000 HABITANTS	TAUX DE LÉTALITÉ
Afrique	11 982 766	874	254 692	19	2,1%
Asie	155 625 331	3 331	1 441 868	31	0,9%
Europe	201 950 251	26 908	1 852 420	247	0,9%
Amérique du Nord	101 872 818	17 185	1 455 819	246	1,4%
Océanie	9 458 287	21 906	13 514	31	0,1%
Amérique du Sud	58 821 779	13 555	1 301 998	300	2,2%
Monde	539 711 232	6 854	6 320 311	80	1,2%

Source : Calcul des auteurs, données <https://ourworldindata.org/>

Figure 1:

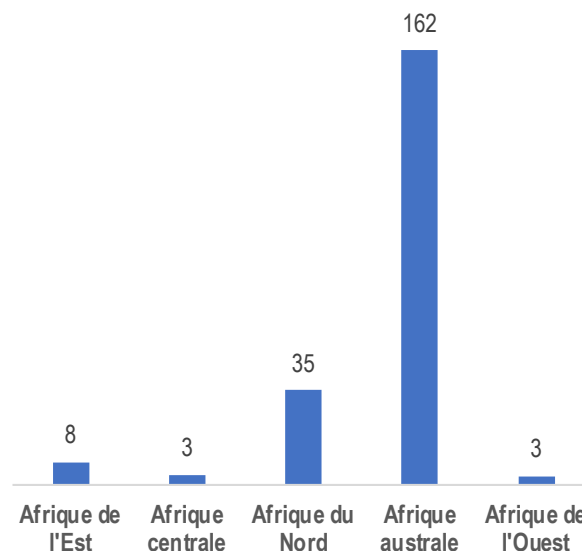
Cumul des cas Covid-19 par 100 000 habitants au 20 juin 2022



Source : calcul des auteurs, données <https://ourworldindata.org/>

Figure 2:

Cumul des décès Covid-19 par 100 000 habitants au 20 juin 2022



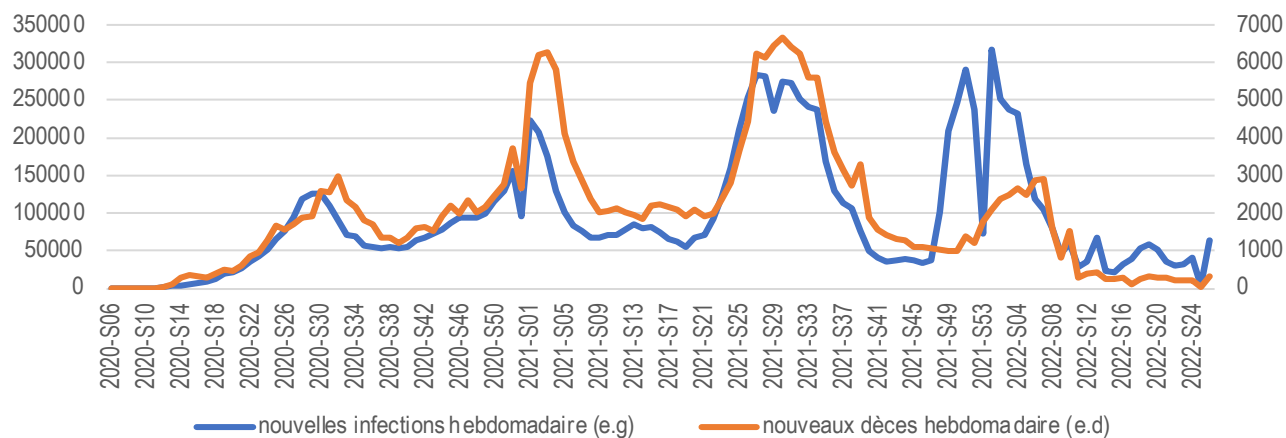
Source : calcul des auteurs, données <https://ourworldindata.org/>

## 2. L'Afrique a connu quatre vagues successives de Covid 19

Au cours des deux dernières années, le continent a connu quatre vagues de Covid-19 (voir figure 3). La première vague de la pandémie de Covid-19 a commencé en janvier 2020 et a culminé en août 2020. Ce premier pic a été suivi d'une baisse constante des cas de Covid-19 entre septembre 2020 et novembre 2020. La deuxième vague a commencé en décembre 2020, a culminé en janvier 2021 et a été suivie d'une baisse constante des cas entre février 2021 et juin 2021. Une troisième vague de la pandémie a commencé fin juin 2021 et a atteint son pic en juillet 2021. La quatrième vague a commencé en début décembre 2021 et a atteint son pic en mi-janvier 2022. Depuis cette date, les infections et les décès à l'échelle du continent ont fortement chuté passant de près de 300 000 nouveaux cas et 3 000 nouveaux décès la deuxième semaine de janvier à près de 40 000 nouveaux cas et 200 nouveaux décès la deuxième semaine de juin.

Les poussées ont été principalement provoquées par de nouvelles variantes du virus, hautement transmissibles certes mais pas nécessairement plus mortelles que les vagues précédentes. Selon l'OMS, "chaque vague a été plus courte de 23 % en moyenne par rapport à la précédente" (Conférence de presse de l'OMS sur le Covid-19, février 2022). En effet, la première vague sur le continent a duré 31 semaines, la deuxième vague 33 semaines, la troisième 28 semaines et la quatrième 6 semaines, selon l'OMS.

**Figure 3 :**  
Évolution des nouvelles infections et des nouveaux décès par semaine en Afrique

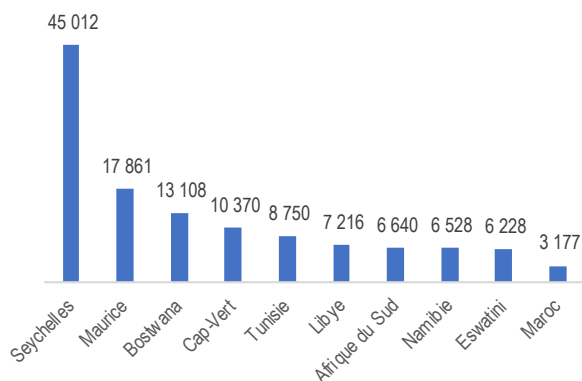


Source : Calcul des auteurs, données <https://ourworldindata.org/>

### 3. En Afrique, le nombre de cas officiels actifs en juin 2022 est inégalement réparti

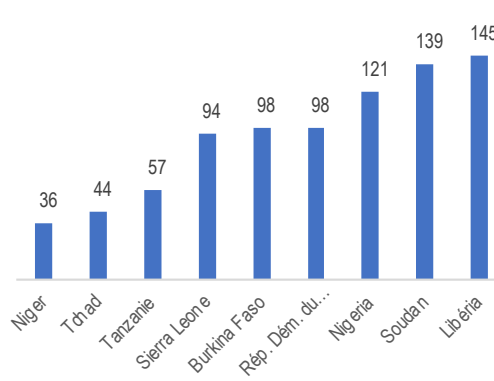
Certaines sous-régions et certains pays du continent sont plus durement touchés que d'autres. Au 20 juin 2022, l'Afrique australe enregistre un total de 6 696 cas déclarés et 162 décès de Covid-19 sur 100 000 habitants. Elle est suivie dans l'ordre décroissant par l'Afrique du Nord (1 431 cas et 35 décès, sur 100 000), l'Afrique de l'Est (548 cas et 8 décès sur 100 000), l'Afrique du Centre (230 cas et 3 décès sur 100 000) et l'Afrique de l'Ouest (219 cas et 3 décès sur 100 000) (voir figures 1 et 2). Les pays les plus impactés sur le continent, par tête d'habitant au 22 juin 2022, sont les Seychelles (45 012 cas sur 100 000), l'Île Maurice (17 861 cas sur 100 000), le Botswana (13 108 sur 100 000), Cabo Verde (10 370 sur 100 000), la Tunisie (8 750 sur 100 000), la Libye (7 216 sur 100 000), l'Afrique du Sud (6 640 sur 100 000), la Namibie (6 528 sur 100 000) (voir figure 5).

**Figure 4:**  
Les pays d'Afrique avec le plus grand nombre de cas de Covid-19 sur 100 000 habitants au 22 juin 2022



Source : calcul des auteurs, données <https://ourworldindata.org/>

**Figure 5:**  
Les pays d'Afrique avec le plus petit nombre de cas de Covid-19 sur 100 000 habitants



Source : calcul des auteurs, données <https://ourworldindata.org/>



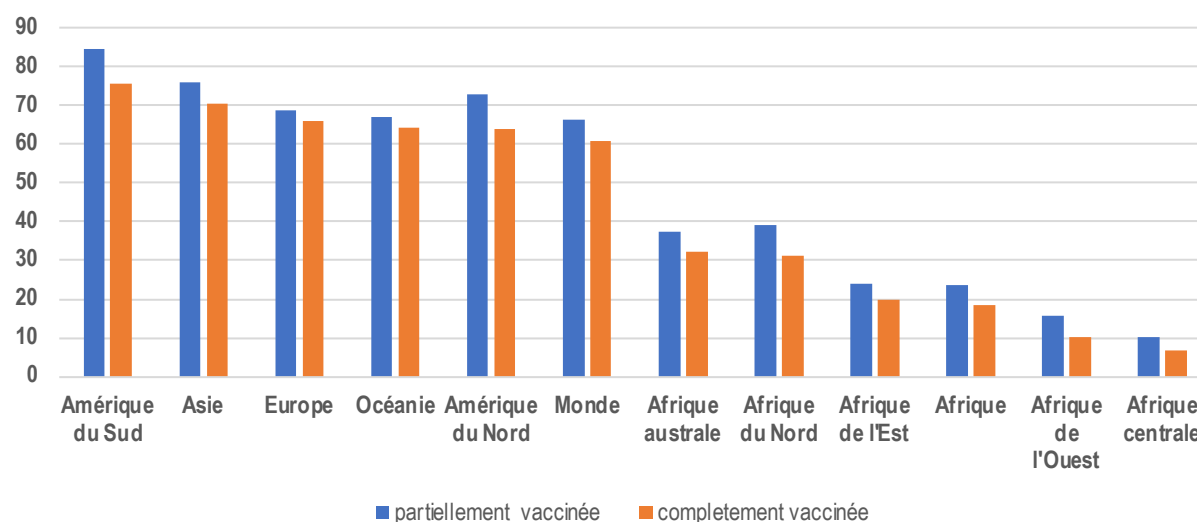
Les pays les moins touchés par la pandémie sont le Niger (36 cas sur 100 000), le Tchad (44 cas sur 100 000), la Tanzanie (57 cas sur 100 000), la Sierra Leone (94 cas sur 100 000), le Burkina Faso (98 cas sur 100 000) et la République Démocratique du Congo (98 cas sur 100 000) (voir figure 5).

#### 4. Un bilan de la vaccination toujours faible

Au 20 juin 2022, seuls près de 18% de la population africaine sont entièrement vaccinés, contre 70 % en Asie, 75% en Amérique du Sud, 66 % en Europe et 64% en Amérique du Nord (voir figure 6). Deux pays seulement, les Seychelles et l'Île Maurice ont dépassé l'objectif fixé par l'Organisation mondiale de la santé de 70% de la population entièrement vaccinés à la moitié de l'année 2022. Treize pays n'ont pas encore dépassé 10% de leur population entièrement vaccinée. La probabilité que la plupart des pays du continent atteignent l'objectif des 70 % d'ici la fin de l'année 2022 est donc très faible. Dans son bulletin de mars 2022, l'OMS estime que l'Afrique devait multiplier par douze le nombre hebdomadaire de doses à administrer d'avril 2022 à juin 2022 pour tendre vers l'objectif de 70 %.

Figure 6 :

Part de la population vaccinée (%) au 20 juin 2022



Source : Calcul des auteurs, données <https://ourworldindata.org/>

Les difficultés d'accès au vaccin forment la cause principale du faible taux de vaccination en Afrique. Selon l'OMS, à fin mars 2022, le nombre de doses reçues en Afrique représente seulement 34 % des doses nécessaires pour vacciner 70 % de la population dans tous les pays. En outre, le continent importe près de 99 % des vaccins qu'il administre, alors qu'il a besoin de plus de 25 % des vaccins produits dans le monde pour vacciner sa population. Le dispositif COVAX continue d'être la principale source de vaccins livrés dans la région africaine, représentant 68 % des doses reçues (OMS, 2022). La logistique inadéquate pour injecter les doses ainsi que l'hésitation de la population à se faire vacciner représentent d'autres défis pour le continent. À la mi-février, seulement 60 % des vaccins achetés par les pays africains avaient été utilisés (Banque mondiale 2022).

Des initiatives régionales de fabrication de vaccins sont en cours et pourraient contribuer à réduire l'exposition de l'Afrique aux futurs chocs sanitaires. Les accords de licence et de transferts de technologies ont offert une solution à court terme pour atténuer les pénuries d'approvisionnement

en vaccins en 2021. Ainsi, à titre d'exemple, Aspen Pharmacare en Afrique du Sud a commencé à fournir le vaccin de Johnson & Johnson en juillet 2021 (FMI, 2022). Un certain nombre d'unités de production de vaccins COVID-19 sont en place ou en préparation dans quatre pays d'Afrique subsaharienne (Ghana, Rwanda, Sénégal et Afrique du Sud). Par ailleurs, une nouvelle usine de fabrication de vaccins est en cours de construction (avec l'aide financière des États-Unis, de l'UE et d'autres partenaires) à l'Institut Pasteur de Dakar au Sénégal, et sera l'une des premières usines intervenant sur toute la chaîne de production sur le continent.

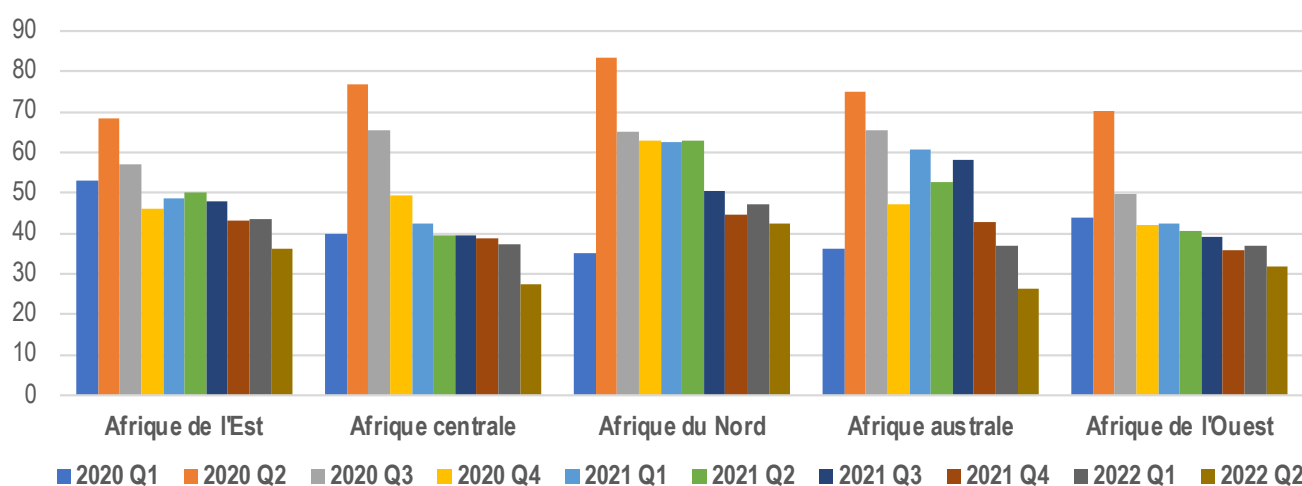
## 5. Les pays africains ont été proactifs dans leurs réponses, prenant des mesures préventives dès que des cas confirmés de Covid-19 ont été signalés.

À l'instar d'autres pays, de nombreux États du continent africain ont adopté certaines mesures pour contenir et contrôler la propagation de la pandémie de Covid-19 au cours des deux premières vagues. Ces mesures comprenaient la fermeture des écoles et des lieux de travail, l'arrêt des transports publics, l'annulation des événements publics, la restriction des rassemblements privés ainsi que des voyages intérieurs et internationaux, en plus du confinement à domicile.

Ces mesures préventives ont été prises dès le signalement des premiers de cas de Covid-19. L'indice de sévérité des mesures sanitaires d'Oxford a ainsi augmenté de façon exponentielle entre 30 et 60 jours après les premiers cas de Covid-19 (voir figure 7).

Dans l'ensemble, ces mesures se sont avérées efficaces pour freiner la propagation de la Covid-19 en Afrique (Banque africaine de développement, 2021).

**Figure 7:**  
Indice de sévérité des restrictions sanitaires en Afrique



Source : Données de Oxford Covid-19 Government Response Tracker, calculs des auteurs.

Au début de la pandémie, on craignait que la Covid-19 ne soit particulièrement lourde de conséquences pour l'Afrique, en termes de décès, en particulier pour les pays dont les systèmes de santé sont faibles. Cependant, au regard des données officielles (voir tableau 1 ci-dessus), le coronavirus a eu un impact létal relativement minime, même si les chiffres sont probablement sous-estimés.

Le continent se différencie des autres régions par son nombre élevé de cas asymptomatiques ; 67 % des cas ne présentaient aucun symptôme selon l'OMS (2022). L'Afrique connaîtrait également des cas plus bénins de Covid-19 par rapport à d'autres régions du monde, car elle compte une proportion comparativement plus faible de personnes présentant des facteurs de risque tels que le diabète, l'hypertension et d'autres maladies chroniques qui seraient associées à des cas plus graves et à des décès. La jeunesse de la population africaine serait également un facteur de protection.

Plusieurs autres éléments ont été évoqués pour expliquer la résilience du continent africain relativement à d'autres zones du monde, dotées de système de santé plus développés, et la non survenance des prédictions initiales (Moubarack Lo, Amaye Sy, El Hadji Tine, 2020) : les températures élevées et l'humidité des climats tropicaux, les modes de vie en plein air, la faible densité de la population, l'expérience du continent dans la gestion d'épidémies, l'exposition à la malaria.

Perspectives : le pire de la Covid-19 serait derrière nous

L'évolution de la Covid-19 au cours des 30 derniers mois indique que toute tentative de projection des chiffres de la maladie est entachée d'une grande incertitude. Toutefois, deux faits doivent retenir l'attention :

Premièrement, la dernière vague a été plus courte et moins létale. Lorsque l'Afrique a connu sa première vague de Covid-19, le taux de létalité moyen - ou la proportion de personnes infectées qui meurent de la maladie - était relativement élevé (2,5%). Ce chiffre est passé à 2,7 % lors de la deuxième vague axée sur le variant Bêta, avant de redescendre à 2,4 % lors de la troisième vague caractérisée par le variant Delta. En revanche, le taux de létalité moyen au cours de la quatrième vague axée sur le variant Omicron est faible (0,8 %), entraînant pour la première fois une augmentation moins que proportionnelle des hospitalisations et des décès.

Deuxièmement, une majorité de la population africaine serait immunisée contre le virus. Selon l'OMS (2022), un peu plus de la moitié de la population du continent, soit 1,1 milliard de personnes, a probablement acquis un certain niveau d'immunité au début de l'année 2022, bien que seulement 14 % environ aient été entièrement vaccinés à ce moment-là.

L'OMS prévoit approximativement 23 000 décès dus à la Covid-19 en 2022. Il s'agirait d'une baisse de plus de 90 % par rapport aux quelque 350 000 décès que l'organisation a comptabilisés sur le continent africain en 2021, du fait de la Covid-19.

## II. ÉVALUATION DES IMPACTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE LA PANDÉMIE COVID-19 EN AFRIQUE

### 1. En 2020, l'Afrique a subi sa pire récession en plus de 50 ans, en raison de la pandémie de Covid-19

En 2020, le PIB africain a diminué de 1,6 % selon les estimations de la Banque africaine de développement (2022). L'Afrique australe est la région la plus durement touchée par la pandémie, avec une contraction économique de 7,0 % en 2020. En Afrique centrale, le PIB réel a reculé de 2,7 % en 2020 (voir figure 8).

Parmi les pays fortement touchés par la crise dans la sous-région figurent le Cameroun (-2,4 %), la République du Congo (-7,9 %), la République Démocratique du Congo (-1,7 %) et la Guinée Équatoriale (-6,1 %). Le PIB en Afrique de l'Ouest s'est contracté de 1,5 % en 2020. De nombreux pays d'Afrique de l'Ouest ont maintenu une croissance positive en 2020 grâce à des confinements plus ciblés et moins restrictifs, notamment le Bénin (2,3 %), la Côte d'Ivoire (1,8 %), le Sénégal

(1,3 %) et le Niger (1,2 %). D'autres pays comme Cabo Verde (-8,9 %), le Libéria (-3,1 %) et le Nigeria (-3 %) étaient en récession en 2020. L'Afrique de l'Est semble être la région la plus résiliente, grâce à une moindre dépendance aux produits de base et aussi à une plus grande diversification. Elle a connu une croissance estimée à 0,7 % en 2020. Les économies d'Afrique du Nord se sont contracté d'environ 1,1 % en 2020, soutenues principalement par l'Égypte, qui a maintenu une croissance de 3,6 % malgré l'impact sanitaire relativement grave du virus dans le pays. D'autres pays ont aussi connu une considérable réduction de leur PIB en 2020, notamment la Tunisie (-8,8 %), le Maroc (-5,9 %) et l'Algérie (-4,7 %).

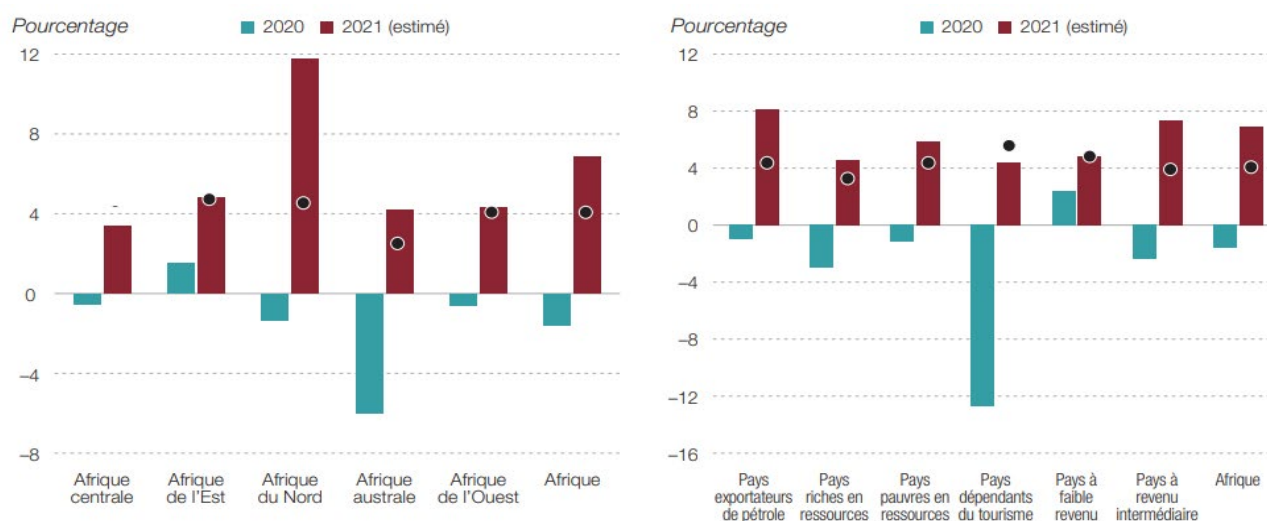
De même, en 2020, les performances de croissance de l'Afrique ont varié selon les caractéristiques structurelles des pays. La BAD (2022) estime que le groupe des économies dépendantes du tourisme a connu la plus forte baisse de croissance en 2020, (-11,5 %), notamment l'Île Maurice (-15 %), les Seychelles (-12 %) et Cabo Verde (-8,9 %). Le PIB des pays exportateurs de pétrole est estimé avoir enregistré une contraction globale de 1,5 % en 2020, en raison de l'effondrement de la demande et des prix du pétrole : la Libye (-6,3 %), la Guinée Équatoriale (-6,1 %), l'Algérie (-4,7 %), l'Angola (-4,5 %) et le Nigeria (-3,0 %) ayant affiché les plus fortes baisses.

## 2. En 2021, le PIB réel en Afrique a fortement rebondi

En 2021, le PIB réel en Afrique a fortement rebondi, augmentant de 6,9 % selon les estimations de la BAD (2022). Ce rebond a été soutenu par la reprise de la demande mondiale, la hausse des prix du pétrole au profit des économies exportatrices de pétrole, et l'assouplissement des restrictions liées à la Covid-19 dans la plupart des pays. Les régions d'Afrique du Nord et de l'Est ont enregistré les croissances économiques les plus fortes, avec des taux respectifs estimés à 11,7 % et 4,8 % en 2021 (voir figure 8). De son côté, l'Afrique australe, avec une croissance estimée à 3,2 % en 2021 après une contraction de 6,0 % l'année précédente, affiche la plus forte reprise d'une année sur l'autre. La croissance moyenne en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Centre est estimée respectivement à 4,3 % et à 3,4 % en 2021.

Figure 8 :

Croissance du PIB en Afrique, par région et groupes de pays, 2020–2021



Source : Banque africaine de développement, Performances et perspectives économiques de l'Afrique, mai 2022

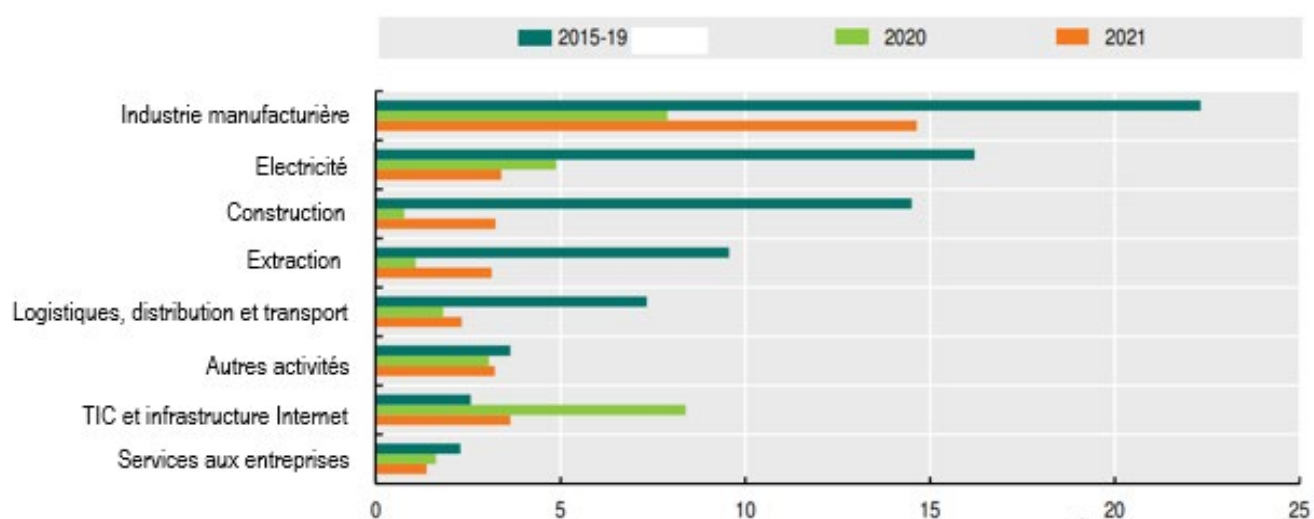
### 3. La formation de capital physique a été négativement affectée par la Covid-19

Selon la CNUCED (2022 b), les flux d'IDE vers l'Afrique ont diminué de 16 % en 2020. La baisse a été plus importante en Afrique du Nord (-25 %) qu'en Afrique subsaharienne (-12 %). Les annonces d'IDE nouveaux dans le secteur manufacturier, un indicateur des activités d'investissement futures, ont chuté de 75 %, bien plus que dans d'autres régions en développement (Amérique latine : -46 % et Asie : -40 %). Les annonces de financement de projets internationaux – particulièrement pertinentes pour les grands projets d'infrastructure – ont chuté de 74 %, à 32 milliards USD. Les investissements étrangers en Afrique dirigés vers des secteurs liés aux objectifs de développement durable des Nations Unies ont considérablement diminué dans presque tous les secteurs en 2020. La part de l'Afrique dans les entrées d'IDE des économies en développement est passée de 6,3 % à 5,9 % en 2020.

Malgré la tendance générale à la baisse observée dans les IDE entièrement nouveaux en Afrique, les investissements dans les industries des TIC du continent ont augmenté en 2020, ce qui pourrait accélérer la transformation numérique de l'Afrique (voir figure 9). En outre, les start-ups africaines ayant obtenu un financement ont augmenté de 44 % en 2020, enregistrant une croissance sur cinq ans à un taux six fois supérieur au taux mondial (Brookings Africa Growth Initiative, 2022). Selon les projections, l'économie Internet de l'Afrique pourrait atteindre 5,2 % du PIB continental d'ici 2025 et passer à 8,5 % d'ici 2050, contre 4,5 % en 2020 (même source, 2022).

Figure 9 :

#### Projets d'investissements directs étrangers entièrement nouveaux en Afrique par activité 2015-2021



Source CNUCED (2022 b), "UNCTAD's World Investment Report 2022"

## 4. Les fondamentaux macroéconomiques se sont fortement dégradés en 2020 et ne s'améliorent que légèrement dans l'ensemble en 2021

Le taux moyen d'inflation sur le continent est passé de 9,2 % en 2019 à 10,8 % en 2020, selon les estimations de la Banque africaine de développement (2022), principalement en raison des politiques monétaires expansionnistes mises en œuvre par la plupart des pays africains pour endiguer les effets de la pandémie de Covid-19 (réduction des taux directeurs des banques centrales, baisses des exigences de fonds propres bancaires, facilités de refinancement de prêts, ...).

Selon la BAD (2022), l'inflation moyenne des prix à la consommation en Afrique a augmenté d'environ 2,2 points de pourcentage jusqu'à atteindre 13,0 % en 2021, contre 10,8 % en 2020. Cette augmentation en 2021 s'explique par la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie, la politique monétaire accommodante visant à atténuer les effets négatifs de la pandémie et la répercussion de la dépréciation du taux de change sur les prix à l'importation dans certains pays (BAD 2022).

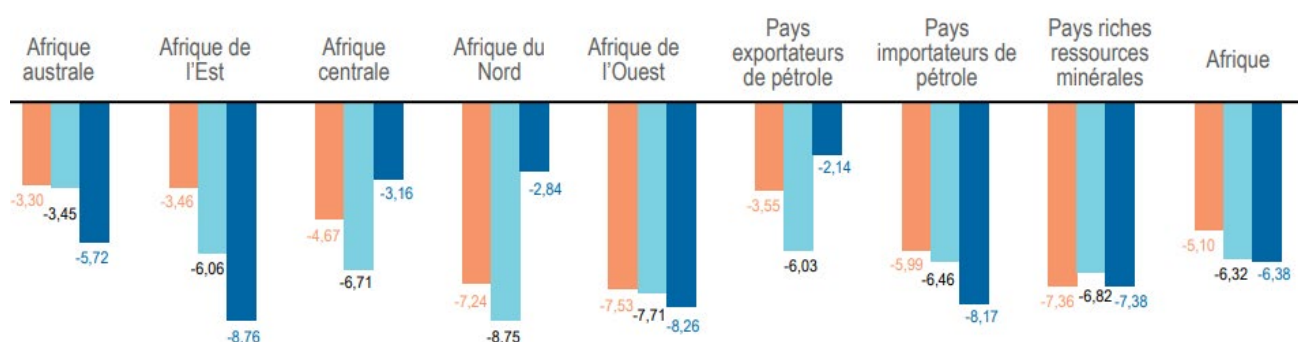
Les gouvernements africains ont réagi à la crise en mettant en œuvre des programmes de soutien aux groupes vulnérables et aux entreprises en difficulté, tout en augmentant les dépenses de santé. Cependant, en 2020, les programmes budgétaires étaient généralement modestes, ne représentant en moyenne que 2,6 % du PIB en Afrique subsaharienne et entre 1 et 3 % du PIB dans les pays du Maghreb et en Égypte (contre une estimation de 7,2 % du PIB dans les économies avancées) (CEA 2022).

Les déficits budgétaires se sont considérablement creusés en 2020, en raison des interventions liées à la Covid-19 (mise en œuvre de plans de résilience économique, incluant des mesures d'allègement fiscal pour les entreprises et de soutiens monétaires et/ou alimentaires aux ménages). Les déficits budgétaires se sont aggravés à 7,2 % du PIB en 2020 contre 4,3 % en 2019 (BAD 2022). En 2021, les déficits budgétaires se sont légèrement réduits dans certains pays, en raison de la reprise économique et de l'amélioration concomitante des recettes. Toutefois, le déficit moyen estimé pour le continent est resté supérieur aux niveaux d'avant la pandémie, à 5,1 % du PIB en 2021 contre 4,3 % en 2019.

Le déficit global du compte courant de l'Afrique est estimé par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), à 6,32 % et à 6,38 % du PIB respectivement en 2020 et 2021 (CEA 2022) (voir figure 10). L'Afrique centrale, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest sont les sous-régions où le déficit courant s'est le plus creusé en 2020, à cause de la baisse des prix des produits de base et de l'effondrement des recettes dans les pays tributaires du tourisme (CEA 2022). En 2021, la CEA estime que l'Afrique de l'Est, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest ont été les plus touchées par la dégradation du solde courant.

Figure 10 :

## Déficits du compte courant, par sous-région et par groupement économique, 2019- 2021



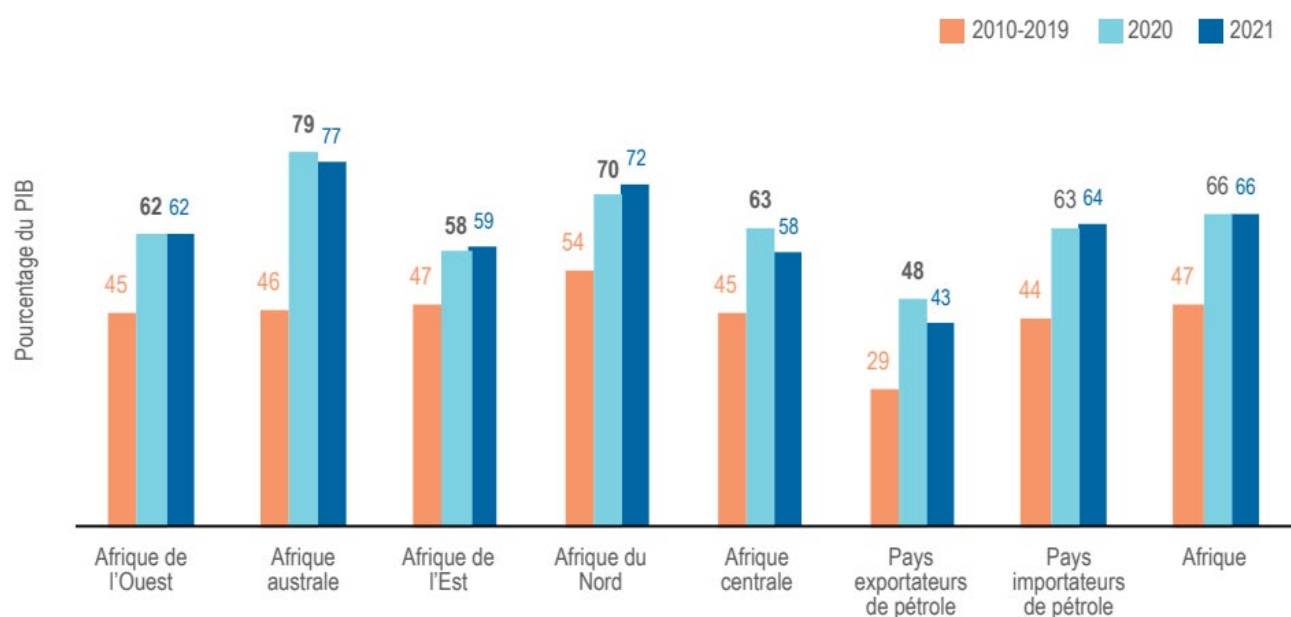
Source : CEA (2022) « RAPPORT ÉCONOMIQUE SUR L'AFRIQUE 2021 », mai 2022

## 5. La Covid-19 a entraîné un risque accru de surendettement extérieur en Afrique, les gouvernements étant contraints de dépenser plus pour atténuer les conséquences socio-économiques de la crise sanitaire

L'aggravation de la situation budgétaire de la plupart des pays a poussé la dette publique à son plus haut niveau depuis le début du siècle. La moitié des pays à faible revenu de la région sont en surendettement ou présentent un risque élevé de surendettement, et beaucoup se sont retrouvés avec peu ou pas d'espace budgétaire à une période de besoins de dépenses élevés.

Le ratio dette/PIB du continent a augmenté entre les périodes 2019 et 2021, atteignant pratiquement le double en Afrique australe (CEA 2022). Selon les projections de la CEA, il atteindra 66 % en 2021, soit une hausse de 19 points de pourcentage par rapport à la moyenne de 2010-2019 (voir figure 11). L'Afrique australe présente le ratio d'endettement le plus élevé (77 % en 2021) du fait, en grande partie, des pays exportateurs de pétrole et de minéraux que sont l'Angola, le Mozambique et la Zambie. Une quinzaine de pays africains risquaient d'être accablés par le fardeau de la dette au 30 juin 2021 ; cinq d'entre eux, qui l'étaient déjà fortement auparavant, ont demandé un allègement de la dette au titre du Cadre commun du G20 (CEA,2022).

Dans ce contexte, la consolidation budgétaire demeure une priorité dans un certain nombre de pays. Selon la CEA, il faudra sans doute attendre 2024 pour que le déficit budgétaire du continent retrouve son niveau d'avant la pandémie et 2025 pour que le ratio dette/ PIB soit rétabli, et même alors, la dette sera à peine au-dessus du seuil nominal de 60 % que le Fonds monétaire international considère comme viable, dans le cas des pays africains.

**Figure 11 :****Évolution du ratio dette/PIB par région africaine**

Source : CEA (2022) « RAPPORT ÉCONOMIQUE SUR L'AFRIQUE 2021 », mai 2022

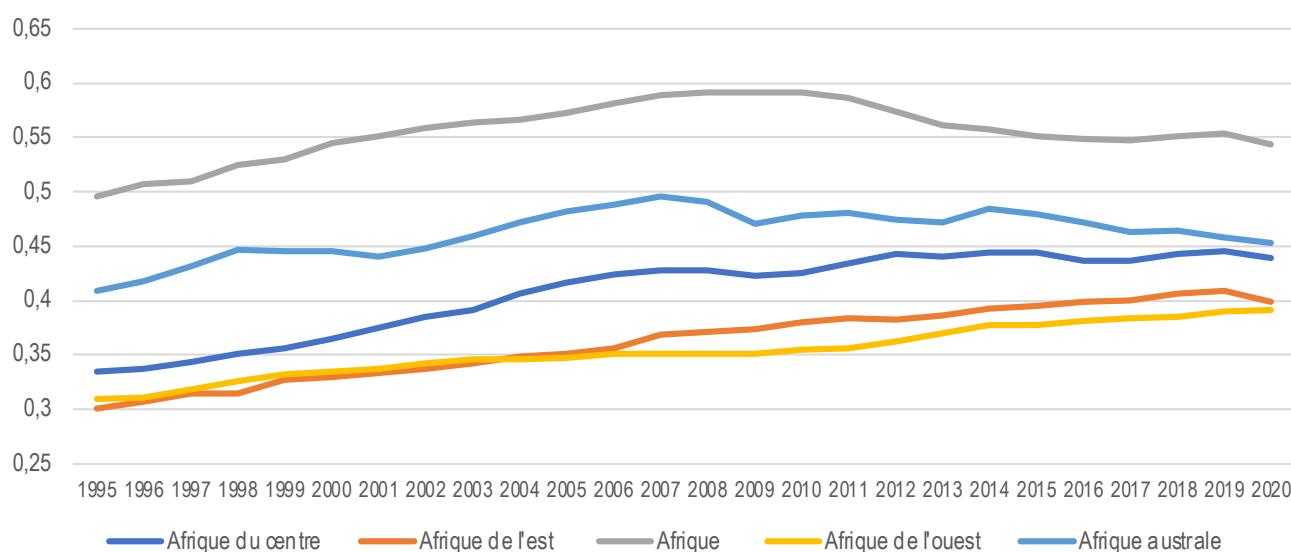
## 6. Le niveau d'émergence économique a reculé dans toutes les régions du continent en 2020.

Le niveau d'émergence économique de la majorité des pays africains a connu une tendance haussière au cours de la période 2005-2019. En effet, les performances moyennes des pays d'Afrique de l'Ouest, du Centre et de l'Est sur l'Indice synthétique d'émergence économique conçu par Moubarack Lô (2017) ont suivi une trajectoire haussière durant cette période (voir figure 12). En revanche, en 2020, la majorité des pays africains ont enregistré une stagnation ou un recul de leurs performances dans l'ISEME. Sur les 44 pays africains étudiés, 31 ont connu une dégradation de leur situation d'émergence en 2020, dont tous les pays d'Afrique du Nord exceptée l'Égypte, tous les pays d'Afrique australe exceptés l'Angola et le Zimbabwe, et tous les pays d'Afrique centrale excepté le Tchad. Les pays ayant connu la dégradation la plus importante de leur score dans l'ISEME en 2020 sont : l'Île Maurice, Cabo Verde, le Rwanda, le Botswana, le Lesotho, la Namibie, la Côte d'Ivoire, le Malawi et la Tunisie. Seuls 13 pays ont affiché une légère amélioration de leurs scores dans l'ISEME en 2020, dont cinq pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Gambie, Guinée, Sierra Leone et Togo) et 3 pays d'Afrique de l'Est (Soudan, Éthiopie et Tanzanie). Les scores moyens de toutes les régions sont en baisse en 2020.



Figure 12 :

## Évolution des scores moyens dans l'ISEME par région en Afrique



Source : Calculs du Bureau de prospective économique

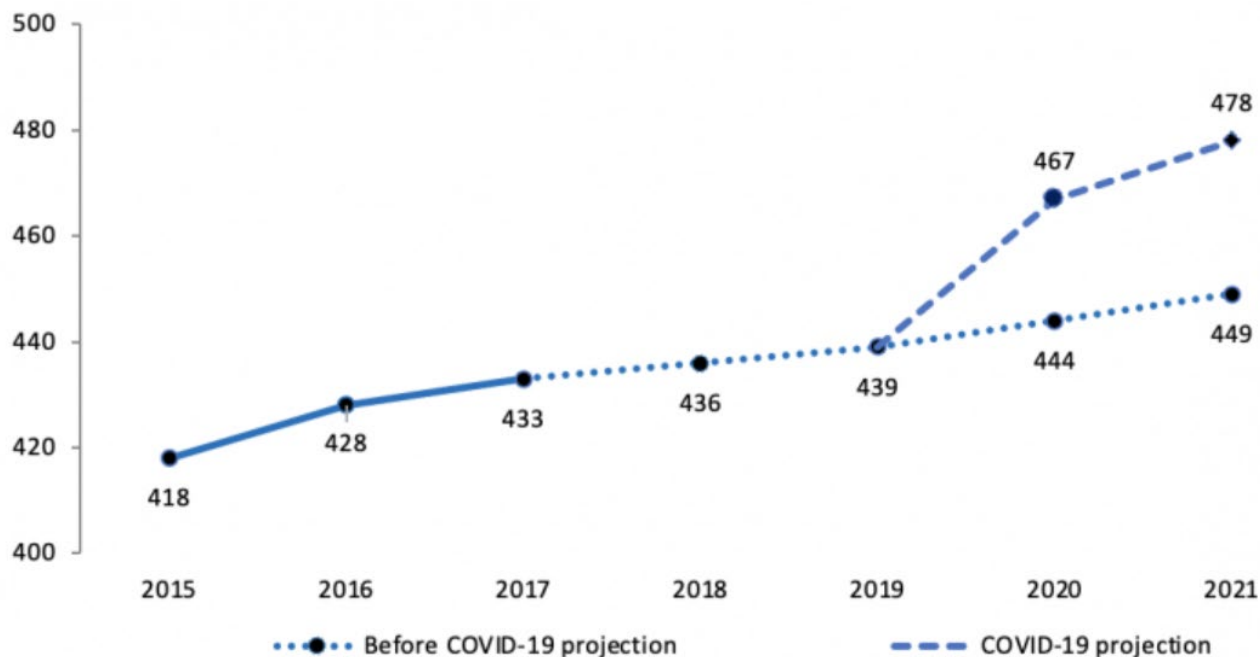
## 7. Sur le plan social, les impacts de la pandémie sont dévastateurs

L'ONU (2022) estime qu'environ 30 millions de personnes sur le continent sont tombées dans l'extrême pauvreté en 2021 à cause de la pandémie et que les pays africains ont perdu environ 22 millions d'emplois cette même année (voir figure 13). Selon le rapport 2021 sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU, la pandémie est en train de compromettre des décennies de progrès en matière de développement humain réalisés sur le continent. La Covid-19 augmente la part de la population souffrant de la faim et de l'insécurité alimentaire, qui était en hausse en Afrique depuis 2014. Le nombre de personnes sans électricité sur le continent a augmenté en 2020 après avoir régulièrement diminué depuis 2013, éloignant de nombreux pays de la réalisation de l'objectif d'accès universel à l'électricité d'ici 2030. Les effets de la Covid-19 ont également creusé les inégalités existantes entre les sexes (ONU 2022).

Au final, ces impacts sociaux risquent de compromettre les progrès enregistrés récemment sur le continent en termes de bien-être, tels que mis en évidence par l'évolution de l'Indice synthétique de la qualité de vie (ISQV) développé par le Bureau de prospective économique du Sénégal (Moubarack Lô et Amaye Sy, 2021).

**Figure 13 :**

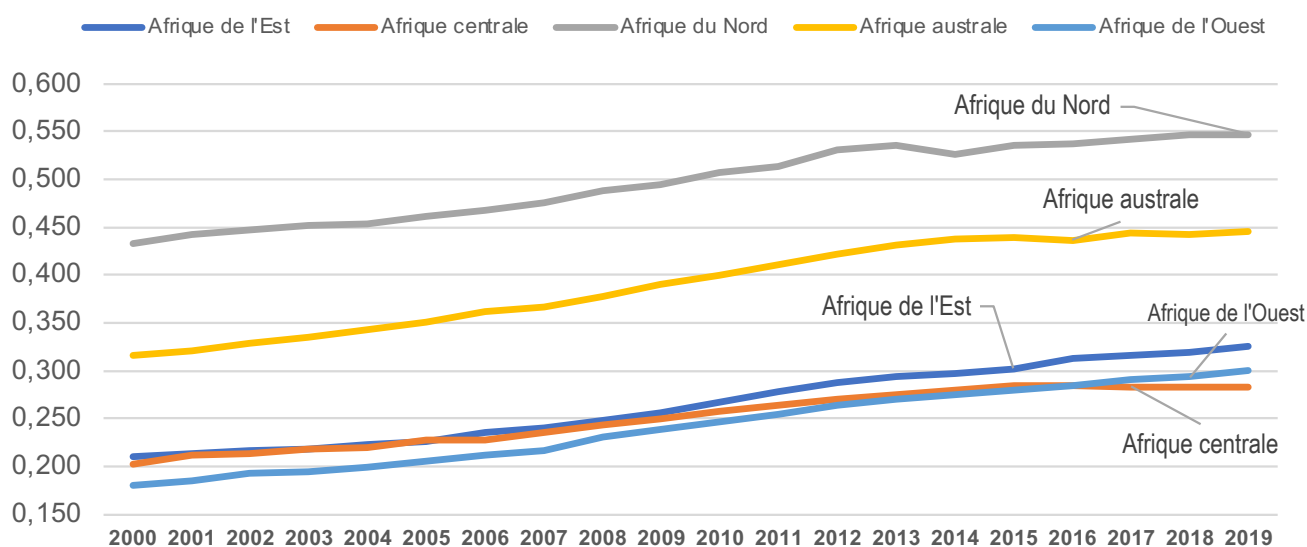
Nombre de personnes vivant avec moins de 1,90 dollar par jour en Afrique subsaharienne, 2015-2021, (en millions)



Source : ONU (2022) « Le rapport sur les Objectifs de Développement Durable 2021 », 2022

**Figure14 :**

Évolution de l'Indice synthétique de qualité (ISQV) de vie selon la région



Source : Calculs du Bureau de prospective économique

En raison d'un fort impact négatif sur certains leviers de développement, la pandémie est susceptible d'avoir des implications à plus long terme.

La pandémie a perturbé l'accumulation de capital humain au niveau de toutes ses composantes (compétences, éducation, formation, santé et nutrition). Selon les estimations du Bureau International du travail (BIT), l'emploi a chuté de 8,5 % en 2020 en Afrique (BIT, 2021). Les personnes ayant un faible niveau d'éducation et exerçant des emplois informels ainsi que les femmes ont été les plus atteintes, notamment parce qu'elles travaillent souvent dans des secteurs particulièrement touchés par la pandémie (par exemple, dans les secteurs à forte intensité de contacts) et ont des options limitées pour travailler à domicile. Bien que toutes ces pertes d'emplois et de revenus ne soient pas permanentes, la reprise nécessitera du temps dans certains secteurs (par exemple, l'industrie du tourisme), ce qui impliquera un recul de la formation de capital humain.

Cette situation est aggravée par les fermetures prolongées des écoles. Durant l'année scolaire 2020, en Afrique, les écoles ont été fermées en moyenne pendant plus de 100 jours, soit un semestre complet d'enseignement (BAD, 2022). Dans certaines régions, telles que l'Afrique de l'Est et l'Afrique du Nord, elles l'ont été encore plus longtemps, en moyenne 140 jours en Afrique de l'Est et 106 jours en Afrique du Nord. Ces fermetures prolongées des écoles pourraient avoir des conséquences durables sur l'accumulation du capital humain et la croissance de la productivité. Psacharopoulos et al (2020) estiment que la perte de revenu sur toute la durée de la vie due à la fermeture des écoles liée à la Covid-19 devrait se situer entre 43 % et 61 % du PIB actuel dans les pays à faible revenu, entre 15 % et 22 % dans les pays à revenu intermédiaire, et entre 6 % et 8 % dans les pays à haut revenu. Selon le rapport 2021 des Nations Unies sur les Objectifs de Développement Durable, la pandémie de Covid-19 a fait tomber 6 millions d'enfants africains supplémentaires en dessous du seuil minimum de compétence en lecture, en 2020 (ONU, 2022).

L'apprentissage en milieu de travail, la formation en apprentissage et les stages ont également été fortement touchés par la fermeture des lieux de travail. Selon le BIT, les entreprises africaines restées ouvertes n'ont autorisé que le personnel essentiel à travailler dans leurs installations (BIT, 2021).

La pandémie a perturbé l'accès aux services de santé essentiels en raison d'une combinaison de facteurs liés à l'offre et à la demande. Selon l'ONU (2022), en 2020, 35 % des pays ont signalé des interruptions des services de santé procréative, maternelle, néonatale, infantile et adolescente, ainsi que des services nutritionnels. Selon une enquête du Fonds mondial (2021), comparant l'année 2020 à 2019, les établissements de santé africains ont connu une baisse de 23 % et 15% respectivement pour les consultations administrées aux moins de cinq ans et pour les soins liés au paludisme. L'étude indique également que 21 % des établissements africains ont connu une pénurie de médicaments antipaludéens destinés aux enfants de moins de cinq ans. À cause de l'ampleur de ces perturbations, une décennie de progrès en matière de santé procréative, maternelle et infantile pourrait être stoppée ou réduite à néant par la pandémie.

### III. IMPACTS POTENTIELS DU CONFLIT EN UKRAINE POUR L'AFRIQUE

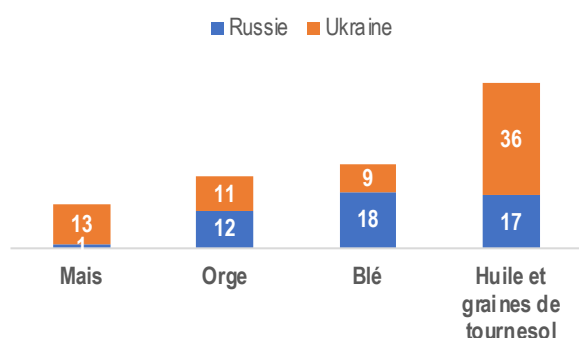
#### 1. La guerre Russie-Ukraine ajoute des perturbations supplémentaires

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a débuté le 24 février 2022, donne lieu à un conflit militaire majeur. Plusieurs pays développés, dont les États-Unis, le Royaume-Uni et les pays de l'Union européenne, ont imposé des sanctions économiques à la Russie.

Malgré la relative petite taille économique de la Russie et de l'Ukraine, les deux pays ont une influence importante sur l'économie mondiale. Si ensemble, ils ne représentent qu'environ 2 % du PIB mondial et une proportion similaire du commerce mondial total (OCDE 2022), ils sont en revanche des fournisseurs majeurs d'un certain nombre de matières premières. Ainsi, la Russie et l'Ukraine représentent ensemble environ 30 % des exportations mondiales de blé, 15 % pour le maïs, pour les engrais minéraux et pour le gaz naturel, et 11 % pour le pétrole (voir figures 15 et 16 ci-dessous).

**Figure 15:**

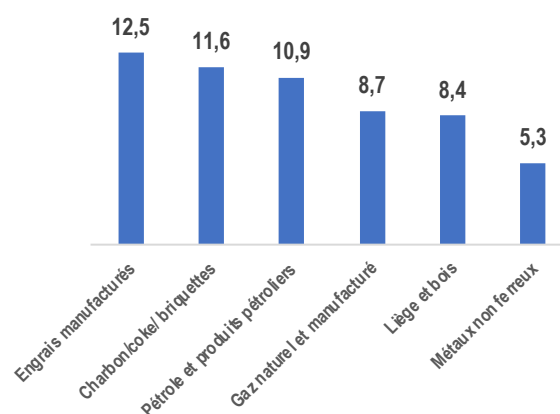
**Produits alimentaires : part du commerce mondial de la Russie et de l'Ukraine**



Source : CNUCED

**Figure 16:**

**Part des biens en provenance de Russie dans les importations mondiales (%)**



Source : CNUCED

Dans le domaine de l'énergie, la Russie est le deuxième plus grand exportateur de pétrole au monde, écoulant environ cinq millions de barils de pétrole par jour.

Les prix de bon nombre de ces produits de base ont fortement augmenté depuis le début de la guerre, même en l'absence de toute perturbation significative de la production ou des volumes d'exportation.

L'invasion de l'Ukraine a déjà eu un impact négatif sur les prix mondiaux du blé, qui ont atteint des niveaux record qui dépassent, depuis le second trimestre 2022, ceux observés lors de la crise financière mondiale de 2008. En effet, depuis le début des combats en février 2022, les prix du blé au niveau mondial ont gagné entre 100 et 150 dollars la tonne (voir figure 18). De plus, si la guerre se prolongeait, la Russie pourrait imposer des tarifs d'exportation sur son blé pour améliorer sa sécurité alimentaire.

Les prix mondiaux explosent avec la perspective de réductions des achats de pétrole, de gaz et de charbon de la Russie. Les cours mondiaux du pétrole brut ont franchi la barre des 100 USD pour la première fois depuis 2014 (voir figure 17), en réaction à l'invasion russe de l'Ukraine, et nul ne sait jusqu'où ils pourraient évoluer dans le futur.

Figure 17:

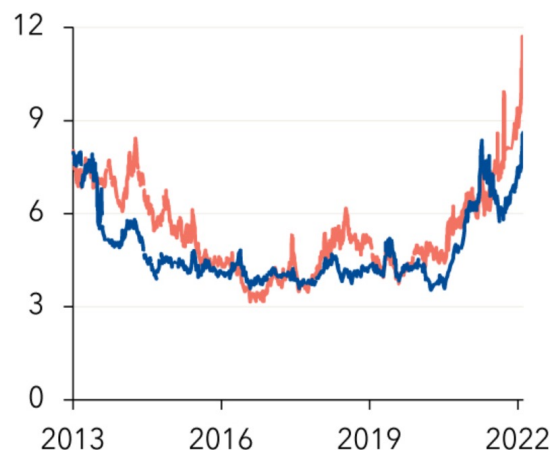
Prix au comptant du pétrole (Brent Europe FOB, Dollars par baril)



Source : FMI

Figure 18:

Evolution du prix du blé et du maïs (dollar/boisseau)



Source : FMI

Source : FMI

Selon la CNUCED (2022 a), la guerre aura également un impact négatif sur la capacité mondiale de fret aérien et augmentera ses prix, car les transporteurs sont obligés d'emprunter des itinéraires plus longs et de dépenser plus d'argent en carburant. Les mesures restrictives sur l'espace aérien, l'incertitude des entrepreneurs et les problèmes de sécurité compliquent toutes les routes commerciales passant par la Fédération de Russie et par l'Ukraine. Les deux pays sont une composante géographique clé du pont terrestre eurasiatique. Ces augmentations des taux de fret peuvent avoir des répercussions importantes sur l'économie. La CNUCED (2022 a) a simulé que l'augmentation du taux de fret des conteneurs pendant la pandémie a augmenté les prix mondiaux à la consommation de 1,5 % avec des effets particulièrement surdimensionnés dans les économies vulnérables, à l'instar de celles des pays les moins avancés (+2,2 %).

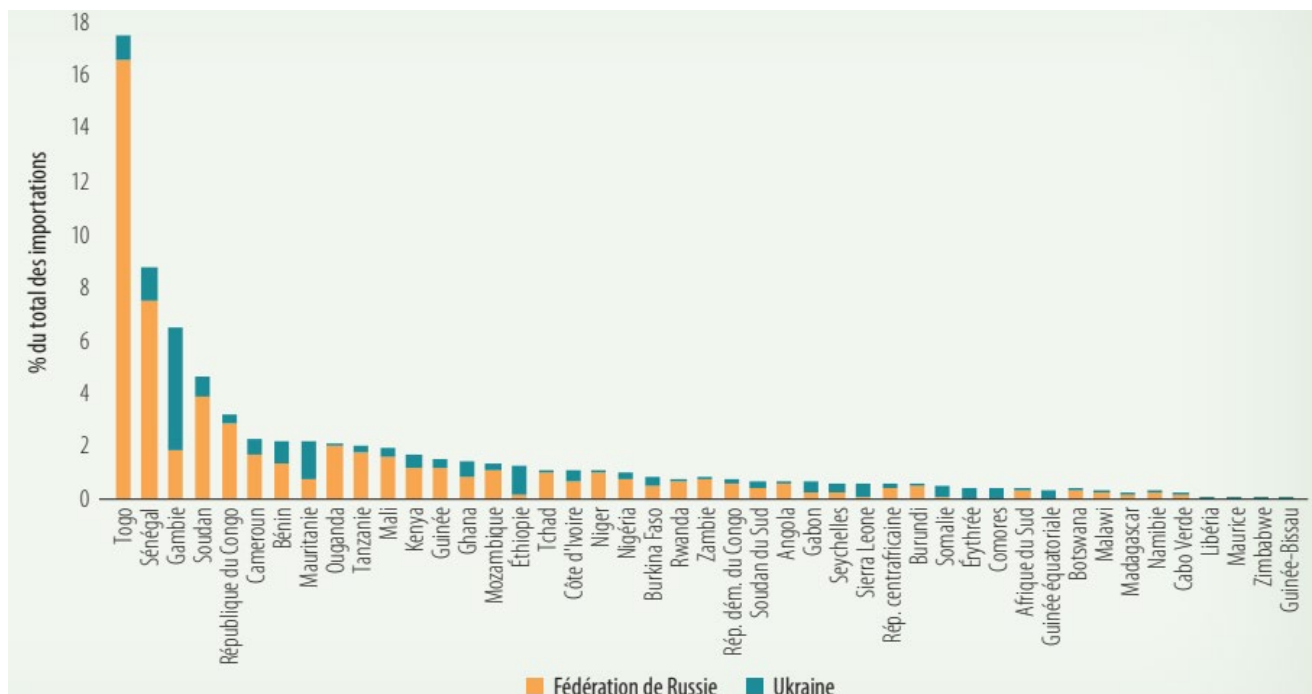
La guerre en Ukraine survient à un moment où les pays africains peinent encore à se remettre des effets déstabilisateurs de la pandémie mondiale de Covid-19.

La hausse des prix internationaux des denrées alimentaires et de l'énergie, résultant de la guerre, pourrait accélérer l'inflation dans de nombreux pays en Afrique.

Les pays africains sont particulièrement vulnérables en raison de leur forte dépendance aux importations en provenance de Russie. L'Égypte, par exemple, est le plus grand importateur de blé au monde, avec 80 % de ses importations en provenance de Russie et d'Ukraine. Les autres pays africains qui importent des quantités importantes de blé de Russie sont le Bénin, Cabo Verde, la Mauritanie, le Sénégal, la Guinée, la Sierra Leone, le Ghana, le Nigeria, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Liberia. Selon les estimations de la CNUCED (2022 a), 25 pays africains, dont de nombreux comptent parmi les moins avancés, importent plus d'un tiers de leur blé des deux pays, et 15 d'entre eux en importent plus de la moitié (voir figure 19).

**Figure 19 :**

**Dépendance aux importations en provenance de la Fédération de Russie et de l'Ukraine dans les pays d'Afrique subsaharienne, 2019-2020 (% des importations totales)**



Source : Banque mondiale (2022) « Africa Pulse », avril 2022

Les possibilités de remplacer les importations africaines en provenance de Russie et d'Ukraine par le commerce intra-africain sont limitées, car l'offre régionale de blé est relativement faible et de nombreuses régions du continent manquent d'infrastructures de transport et de capacités de stockage efficaces (CNUCED 2022 a).

En outre, la hausse des prix des engrais et du pétrole augmentera les coûts de récolte, de transport et de transformation des aliments, ce qui exercera une pression à la hausse supplémentaire sur les prix des biens alimentaires. Ces derniers représentent 40 % du panier de consommation en Afrique subsaharienne, et les importations représentent une couverture essentielle contre les déficits de récolte locaux (FMI 2022). Dans ce contexte, la répercussion directe des prix alimentaires mondiaux sur les prix alimentaires intérieurs est relativement élevée, à plus de 30 %. En outre, la répercussion indirecte des prix mondiaux du pétrole sur les prix intérieurs des denrées alimentaires peut également être importante, en particulier pour les pays où les importations des produits de base sont élevées (Éthiopie, Kenya).

Cette situation advient dans un contexte de poussée inflationniste déjà constatée dans de nombreux pays, avant même le début du conflit, à cause des problèmes de chaînes d'approvisionnement, des coûts de transport élevés et des effets météorologiques dévastateurs en inondations et en sécheresses.

Pour les pays de la région disposant de données mensuelles sur l'inflation alimentaire entre mars 2021 et février 2022, plus de 4 pays sur 5 ont connu une inflation alimentaire annuelle supérieure à 5 %, tandis que près de la moitié d'entre eux ont connu une inflation alimentaire à deux chiffres. Le Soudan, l'Éthiopie, l'Angola et le Kenya affichent les taux d'inflation alimentaire les plus élevés de la région en février 2022 (Banque mondiale 2022).

Avant l'invasion de l'Ukraine, les banques centrales des pays africains avaient déjà relevé leurs taux directeurs en réponse à l'accélération de l'inflation — dans la plupart des cas, au-delà de leurs objectifs (par exemple, en Afrique du Sud, en Angola, au Lesotho, au Mozambique, au Rwanda et en Zambie).

Plusieurs pays de la région sont également tributaires du commerce avec la Russie et l'Ukraine pour les huiles comestibles — en particulier l'huile de tournesol — et pour les engrais. Les pays d'Afrique de l'Ouest comme le Sénégal, la République du Congo, la Mauritanie, le Ghana et la Côte d'Ivoire ont une dépendance modérée à élevée (plus de 25% des importations totales d'engrais en provenance de Russie ou d'Ukraine).

Pour contenir la poussée inflationniste sur les prix des denrées de première nécessité et protéger les couches les plus vulnérables, certains pays comme le Bénin ont mis en place des mesures pour interdire l'exportation de produits importés. D'autres pays, comme le Malawi, la Zambie et l'Ouganda, permettent aux prix intérieurs de fluctuer, mais fournissent des transferts monétaires ciblés aux segments les plus vulnérables de la population, en particulier les femmes dans les zones reculées. Certains pays (comme l'Éthiopie, le Nigeria et l'Afrique du Sud) avaient déjà introduit des contrôles des prix intérieurs et des restrictions à l'exportation.

Les impacts potentiels directs sur le volume du commerce extérieur africain devraient être faibles. Les liens commerciaux de l'Afrique subsaharienne avec la Russie et l'Ukraine ne sont pas aussi étroits que ceux entretenus avec des pays d'autres régions du monde. Ainsi, la Russie et l'Ukraine représentent 1,3 % des importations totales de l'Afrique subsaharienne (dont 1 % en provenance de Russie et 0,3 % d'Ukraine).

Ainsi, l'impact du conflit ukrainien sur le commerce en Afrique subsaharienne est principalement lié à la hausse des prix mondiaux des produits de base.

La hausse des prix du pétrole et du gaz représente un choc négatif important pour les pays importateurs et une aubaine pour les pays exportateurs africains.

La hausse des prix du pétrole et du gaz entraîne un choc négatif important sur les termes de l'échange des pays non exportateurs de pétrole, ce qui aggrave leurs balances commerciales, et augmente et détériore leurs soldes budgétaires, en particulier pour ceux qui offrent des subventions au secteur de l'énergie. Selon une estimation du FMI d'avril 2022, les pays fragiles importateurs de pétrole du continent devraient connaître une détérioration de 0,8 % de leurs soldes budgétaires par rapport aux prévisions d'octobre 2021, deux fois la moyenne de tous les pays importateurs de pétrole. En revanche, pour les exportateurs nets de pétrole du continent et les exportateurs d'autres produits de base clés (cuivre, or, diamants, palladium), la hausse des prix de l'énergie représente une aubaine.

Une demande plus faible d'exportations africaines, des chocs d'offre et une consommation réduite ralentiront probablement la croissance économique dans de nombreux pays.

À mesure que les prix mondiaux des produits de base et l'inflation des carburants augmentent, les dépenses de consommation diminueront. Cela réduirait la croissance mondiale et impacterait négativement la demande globale de produits africains sur les marchés extérieurs. Selon les dernières prévisions du FMI (avril 2022), la croissance économique aux États-Unis devrait être inférieure de 1,5 % en 2022 par rapport aux prévisions d'octobre 2021, en raison d'une moindre relance budgétaire et de conditions monétaires plus strictes. Les perspectives économiques se sont également détériorées dans la zone euro et en Chine, avec des révisions à la baisse de la croissance de 2022 d'environ 1,5 et 1,2 point de pourcentage, respectivement. En conséquence, les exportations africaines devraient croître de 4,1 % en 2022, contre 8,3 % si la guerre n'avait pas eu lieu (BAD 2022).

En outre, les chocs d'offre sont susceptibles d'affecter la croissance économique en raison de l'augmentation des coûts de l'énergie et des transports. L'augmentation de l'inflation due à la hausse des prix mondiaux de l'énergie, des denrées alimentaires et des matières premières est susceptible de réduire la consommation, les revenus et l'épargne des ménages. Cela aura également un effet sur les dépenses publiques alors que les gouvernements tentent de soutenir les populations en maintenant les prix de l'énergie à un niveau abordable.

Certains pays africains pourraient cependant bénéficier à moyen terme des efforts européens de diversification énergétique.

Les pays africains peuvent bénéficier d'une demande accrue dans un contexte où les pays européens réduisent progressivement leur dépendance au gaz russe. Plusieurs pays, dont l'Algérie, la Tanzanie, le Sénégal, le Nigeria et le Mozambique, disposent d'importantes réserves de gaz offshore et non offshore. La Tanzanie, par exemple, prévoit 30 milliards de dollars d'investissements étrangers pour lancer la construction de projets de gaz naturel liquéfié offshore en 2023, tandis que le Sénégal vise à exploiter les 40 000 milliards de pieds cubes de gaz naturel découverts entre 2014 et 2017 (FMI, 2022). L'Algérie, le Niger et le Nigeria ont déjà signé un accord de 13 milliards de dollars pour développer le gazoduc transsaharien.

Ces pays pourraient être confrontés à une demande d'exportation plus forte en provenance d'Europe, en particulier compte tenu de la récente décision de l'UE de classer le gaz comme une source d'énergie durable.

L'Afrique est également vulnérable à un resserrement plus marqué que prévu des conditions monétaires mondiales et à un ralentissement de la croissance en Chine et en Europe.

Le resserrement monétaire dans les économies avancées se poursuit à un rythme plus rapide que prévu voici quelques mois et entraîne une augmentation considérable des taux des obligations souveraines.

## IV. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE

### 1. Vers un ralentissement de la croissance en 2022 et une stabilisation en 2023 et en 2024

Si en 2021, le PIB réel en Afrique a fortement rebondi, toutes les projections tablent sur un ralentissement de la croissance en Afrique en 2022 et une stabilisation de celle-ci en 2023 et 2024, à cause notamment des répercussions économiques et sociales de la pandémie de Covid-19, des perturbations générées par le conflit en Ukraine et du resserrement continu de la politique monétaire des pays avancés.

Selon la BAD (2022), la croissance du PIB réel de l'Afrique devrait ralentir à 4,2 % en 2022 (contre 6,9 % en 2021) et se stabiliser à 4,3 % en 2023. Cette décélération projetée en 2022 reflète l'atténuation des effets de base et les incertitudes liées à la persistance de la pandémie de Covid-19 ainsi que l'impact de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. La croissance devrait ralentir en Afrique du Nord pour atteindre 4,5 % en 2022 et 4,2 % en 2023 et accélérer en Afrique de l'Est pour atteindre 4,7 % en 2022 et 5,6 % en 2023. La croissance moyenne en Afrique de l'Ouest était de 4,3 % en 2021 et devrait ralentir en 2022 et en 2023 avec 4,1 % pour chacune des deux années. La croissance en Afrique centrale devrait atteindre 4,6 % en 2022 et 4,3 % en 2023 contre 3,4 % en 2021. En Afrique australe, avec une croissance estimée à 4,2 % en 2021 après une contraction de 6,0 % en 2020, la croissance devrait ralentir en 2022 et en 2023 et atteindre respectivement 2,5 % et 2,4 %.



Le FMI (2022) s'attend à ce que la croissance économique de l'Afrique subsaharienne ralentisse à 3,8 % cette année, contre 4,5 % l'an dernier. Les perspectives économiques du continent sont frappées par de fortes hausses des prix des denrées alimentaires et du carburant en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, selon le FMI. L'inflation dans la région devrait rester élevée en 2022 et 2023 à 12,2 % et 9,6 % respectivement - la première fois depuis 2008 que l'inflation moyenne régionale atteindra des niveaux aussi élevés. Alors que la reprise économique devrait s'accélérer en 2023 pour atteindre environ 4 % à moyen terme, ce rythme n'est pas suffisant pour rattraper le terrain perdu à cause de la pandémie (FMI, 2022).

Selon la Banque mondiale (2022), l'activité économique en Afrique subsaharienne devrait croître de 3,9 % et 4,2 % en 2023 et 2024, respectivement. Une reprise de la demande mondiale est attendue en 2023, car la plupart des chocs qui pèsent sur l'économie mondiale devraient se dissiper. Les perspectives de la Banque mondiale pour la sous-région de l'Afrique de l'Est et australe montrent qu'après une reprise soutenue (4,1 %) en 2021, la croissance tomberait à 3,1 % en 2022, puis se stabiliserait autour de 3,8 % en 2024. La sous-région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre devrait connaître une croissance de 4,2 % en 2022 et 4,6 % en 2023.

Au total, les perspectives à court et moyen termes (2022-2024) sont loin des niveaux qui permettraient à l'Afrique de retrouver sa trajectoire de croissance de la production d'avant la pandémie, estimés à environ à 6 % (BAD 2022).

## CONCLUSION

Ce papier a fourni une large analyse des impacts de la pandémie de Covid-19 et du conflit en Ukraine sur les plans sanitaire, économique et social.

L'examen des évolutions globales dans le continent permet de tirer plusieurs enseignements.

En ce qui concerne les effets sanitaires directs de la pandémie, l'Afrique se compare favorablement aux autres régions du monde. Tout en indiquant une faible incidence de la Covid-19 dans la plupart des pays, les données officielles sous-estiment probablement le nombre de cas et de décès dus à la pandémie sur le continent, car les capacités de test et de surveillance sont limitées, en particulier dans les pays où les ressources allouées à la santé étaient faibles avant la crise sanitaire.

La contraction de l'activité économique en 2020 a été sévère, constituant la première récession en 25 ans pour le continent africain. Les économies, avec une part relativement élevée de l'économie des services, du tourisme et du commerce international, ont été les plus impactées. En outre, les exportateurs de matières premières ont souffert de manière disproportionnée de la baisse temporaire des prix de ces produits, en particulier du pétrole. Géographiquement, les pays du sud et du nord du continent ont connu les pertes de production les plus importantes.

Depuis 2021, une reprise est en cours, soutenue par l'amélioration de l'environnement économique après le choc initial sur l'économie mondiale. Pourtant, la pandémie est susceptible d'avoir des implications à plus long terme pour le développement, car l'accumulation de capital humain et physique a été perturbée par le choc de la Covid-19, d'autant plus que l'espace budgétaire est épuisé dans de nombreux pays africains. Bien que les économies africaines se redressent lentement, cette reprise est entravée par de faibles taux de vaccination, une marge budgétaire étroite, un accès inégal aux financements extérieurs et une vulnérabilité croissante à la dette. La perturbation des flux commerciaux mondiaux et des marchés des matières premières par la situation en Ukraine ajoute des pressions supplémentaires. La hausse des prix internationaux des denrées alimentaires et de l'énergie, résultant de la guerre, pourrait accélérer l'inflation dans de

nombreux pays en Afrique. La baisse de la demande pour les exportations africaines, les chocs de l'offre et la réduction de la consommation vont probablement ralentir la croissance économique dans de nombreux pays. L'Afrique est également vulnérable à un resserrement plus marqué que prévu des conditions monétaires mondiales. Dans ce contexte, toutes les projections tablent sur un ralentissement de la croissance en Afrique en 2022 et une stabilisation de celle-ci en 2023.

Face à cette situation, les mesures suivantes devraient être engagées par les gouvernements africains, afin de remettre leurs économies sur les rails de l'émergence économique et sociale durable :

## Recommandations

### **Au niveau sanitaire**

- Accélérer le rythme de la vaccination pour limiter l'impact des futures vagues d'infection sur la santé de la population et aussi l'impact négatif associé sur l'économie. Cela passe par une distribution plus rapide et plus équitable des approvisionnements mondiaux en vaccins, l'expansion de la fabrication locale de ces vaccins, des améliorations de l'infrastructure de distribution et des mesures pour lutter contre la réticence à la vaccination.

### **Au niveau économique et financier**

- Rechercher des solutions innovantes, dans un contexte d'espace budgétaire limité, pour soutenir les couches les plus vulnérables, telles que la réduction ou la suppression temporaire des droits d'importation sur les aliments de base, l'utilisation des transferts directs...
- Réduire les vulnérabilités de la dette. Pour cela il convient d'améliorer la mobilisation des recettes et d'accroître l'efficacité des dépenses publiques. Les mesures d'assainissement budgétaire devraient protéger les segments les plus faibles de la population et donner la priorité aux besoins de développement.

### **Au niveau structurel**

- Renforcer la résilience aux crises futures en développant des filets de sécurité sociale efficaces.
- Renforcer la résilience aux chocs mondiaux en réduisant la dépendance de l'Afrique vis-à-vis des importations alimentaires et énergétiques, en accélérant l'accès à l'énergie sur la base d'une transition juste, en augmentant les investissements critiques dans la technologie et les infrastructures.
- Favoriser la transformation économique structurelle en Afrique en intensifiant le soutien à l'intégration régionale et à la diversification économique, en garantissant une mise en œuvre réussie de la zone de libre-échange continentale africaine et en mobilisant des ressources pour combler les lacunes stratégiques en matière d'infrastructure, de santé et d'éducation.
- Augmenter la productivité agricole par la modernisation. Utiliser la technologie et des incitations pour tirer parti des terres arables non cultivées afin de renforcer la sécurité alimentaire ; l'objectif étant de réduire la part des importations d'aliments et d'engrais en provenance de l'étranger.

## BIBLIOGRAPHIE

- Banque africaine de développement (2022). Perspectives économiques en Afrique 2022, mai 2022,
- Banque mondiale (2022) « Africa Pulse », No. 25, April 2022. Africa's Pulse;25. Washington, DC: World Bank. © World Bank, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/37281>,
- BIT 2021 "Observatoire du BIT : La COVID 19 et le monde du travail. Septième édition « Estimations actualisées et analyses ”,
- Brookings Africa Growth Initiative (2022) Foresight Africa : Top Priorities for the Continent in 2022,
- CEA (2022) « Rapport économique sur l'Afrique 2021 », mai 2022,
- CNUCED (2022 a) « The impact on trade and development of the war in Ukraine”, UNCTAD rapid assessment, mars 2022,
- CNUCED (2022 b) "UNCTAD's World Investment Report 2022",
- Conférence de presse de l'OMS sur la Covid-19, février 2022,
- <https://www.un.org/africarenewal/magazine/february-2022/africa-track-control-covid-19-pandemic-2022>
- FMI (2020) « Regional Economic outlook : Sub Saharan Africa », April 2022,
- Fonds Mondial (2021) « Impact de la Covid sur les services de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme et les systèmes de santé : Aperçu de la situation dans 502 établissements de santé en Afrique et en Asie », avril 2021,
- Hale, Thomas, Sam Webster, Anna Petherick, Toby Phillips, and Beatriz Kira (2020). Oxford COVID-19 Government Response Tracker, Blavatnik School of Government, University of Oxford <https://covidtracker.bsg.ox.ac.uk/>,
- HC Lewis et al. (2022) "SARS-CoV-2 infection in Africa : A systematic review and meta-analysis of standardised seroprevalence studies, from January 2020 to December 2021", medRxiv 2022.02.14.22270934; doi: <https://doi.org/10.1101/2022.02.14.22270934>,
- Moubarack Lô (2017) « Émergence économique des Nations, définition et mesure », mars 2017, Editions Harmattan, Dakar, Sénégal,
- Moubarack Lô, Amaye Sy, El Hadji Tine (2020) " Identification of country resilience factors to COVID-19: a time series, cross-country analysis", EMNES Working Paper No 47 / March, 2021 [https://emnes.org/wp-content/uploads/2021/03/emnes\\_wp\\_047\\_identification\\_of\\_country\\_resilience\\_fac](https://emnes.org/wp-content/uploads/2021/03/emnes_wp_047_identification_of_country_resilience_factors_to_covid-19.pdf) tors\_to\_covid-19.pdf,
- Moubarack Lô et Amaye Sy (2021) « Manuel d'émergence économique », Harmattan Sénégal, janvier 2021
- OCDE (2022) : OECD Economic Outlook, Interim Report March 2022: Economic and Social Impacts and Policy Implications of the War in Ukraine,
- OMS (2022) « COVID-19 vaccination in the WHO African Region"- Monthly Bulletin, March 2022,
- ONU (2022) « Le rapport sur les Objectifs de Développement Durable 2021 », 2022,

- Psacharopoulos, George; Collis, Victoria; Patrinos, Harry Anthony; Vegas, Emiliana. 2020. Lost Wages : The COVID-19 Cost of School Closures. Policy Research Working Paper;No. 9246. World Bank, Washington, DC. © World Bank <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/34387>,
- The Economist (2022) "Tracking COVID-19 excess deaths across countries"
- <https://www.economist.com/graphic-detail/coronavirus-excess-deaths-tracker>,
- Zhang F Karamagi H Nsenga N et al. « Predictors of COVID-19 epidemics in countries of the World Health Organization African region".Nat Med. 2021; 27: 2041-2047



## À propos des auteurs,

### Moubarack LO

Moubarack LO est ingénieur statisticien économiste, diplômé de l'Ensaie-Cesd de Paris, de l'Institut d'Études politiques de Paris et de l'École Nationale d'Administration (ENA) de France. Il est actuellement directeur général du Bureau de Prospective Économique au Secrétariat général du gouvernement du Sénégal et Senior fellow au PCNS. Il fut également économiste en chef auprès du Premier ministre du Sénégal et directeur de Cabinet adjoint du Président du Sénégal. Il a enseigné dans le Master HEC géopolitique et géo-économie de l'Afrique émergente à l'UM6P, à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis au Sénégal et à l'École Nationale d'Administration du Sénégal.

### Amaye Sy

Amaye Sy, né en 1988 au Sénégal, est ingénieur statisticien économiste, diplômé de l'ENSAE ParisTech(2013) et de Sciences Po Paris (2013). Il a occupé des fonctions de statisticien-économiste, d'analyste risque, d'actuaire dans le secteur privé, en France, (Amundi Asset Management, BIPE France, KPMG France), d'expert dans l'administration publique au Sénégal (Direction de l'Investissement, Bureau de Prospective Economique), de consultant dans les Organisations internationales (Banque Mondiale, PNUD, FMI). Il est responsable de cours en économie, en statistiques et en actuariat dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur au Sénégal.

## Policy Center for the New South

Building C, Suncity Complex, Al Bortokal Street, Hay Riad 10100 - Rabat

Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)



THINK • STIMULATE • BRIDGE